

SOUS-PREFECTURE DE TOURNON SUR RHÔNE

SERVICE ACCUEIL ET REGLEMENTATION GENERALE

Bureau des associations
3, rue Boissy d'Anglas
07301 TOURNON SUR RHONE CEDEX
04 75 07 07 83
affaire suivie par Christian GALOPIN

Le numéro W073001204
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION
de l'association n° W073001204

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet de Tournon sur Rhône

donne récépissé à **Madame la Présidente**
d'une déclaration en date du : **13 novembre 2009**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

ASSOCIATION DE DEFENSE DES CHIENS ET CHATS DE RACE - ADCCR

dont le siège social est situé : Mairie
07570 Désaignes

Décision prise le : **30 mai 2009**

Pièces fournies : Statuts
Liste dirigeants



POUR LE SOUS PRÉFET
LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

N. REYNAUD
N. REYNAUD

Tournon-sur-Rhône, le 13 novembre 2009

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - et 5.6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.

Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils seront déclarés.

Les modifications et changements statut, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - et 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NSGA

L'impression du Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'information, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.